



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2004 B 12836

Numéro SIREN : 453 442 659

Nom ou dénomination : SOFIDEM & Associes

Ce dépôt a été enregistré le 12/02/2014 sous le numéro de dépôt 14294

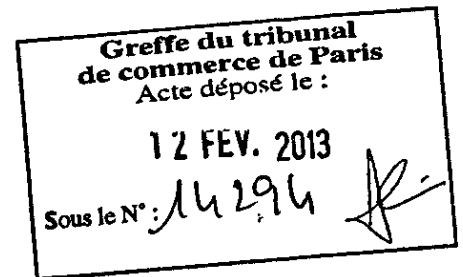


1401430702

DATE DEPOT :	2014-02-12
NUMERO DE DEPOT :	2014R014294
N° GESTION :	2004B12836
N° SIREN :	453442659
DENOMINATION :	SOFIDEM & Associates
ADRESSE :	146 boulevard Haussmann 75008 Paris
DATE D'ACTE :	2013/12/30
TYPE D'ACTE :	STATUTS A JOUR
NATURE D'ACTE :	

04312836

SOFIDEM & Associés
SARL d'expertise comptable et
de commissariat aux comptes
au capital de 242.810 euros
Siège social : 146, boulevard Haussmann
75008 PARIS
453 442 659 RCS PARIS



STATUTS

Mis à jour suite à la cession de parts intervenue en date du 30 décembre 2013


COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par le Code de Commerce et l'ordonnance du 19 septembre 1945, par tous les textes réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée admises à l'exercice de la profession d'Expert-Comptable et de Commissariat aux Comptes, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est : **SOFIDEM & Associés**

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots " Société à responsabilité limitée " ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention " société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes " et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé : 146 Bd Haussmann 75008 PARIS.

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports

- M. Jean-Paul NOURY apporte à la société une somme en espèces de CINQ MILLE EUROS, ci 5.000 €

Conformément à la possibilité offerte par l'article L 223-7 du Code de Commerce, les apports en numéraire ci-dessus ont été libérés à la constitution à hauteur d'un cinquième soit un total de 1.000 €, et le surplus devant être versé dans la caisse sociale en une ou plusieurs fois sur décision du gérant, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

L'associé unique déclare et reconnaît que ladite somme de 1.000 € a été déposée au CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST au crédit du compte bloqué n° 00066997301 ouvert au nom de la Société en formation, ainsi que l'attestait le certificat délivré par ladite banque.

L'associé unique et seul gérant a décidé à effet du 1^{er} août 2004 de libérer intégralement le capital social, soit pour un montant de 4.000 €, par compensation avec sa créance en compte courant qui ressortait à cette date à un montant de 16.880 €.

Au sujet de son apport en numéraire, Monsieur Jean-Paul NOURY, associé unique, déclare que les sommes utilisées proviennent de la communauté de biens existant avec Madame Nadine BEUNET, qui par courrier remis en mains propres ce jour a déclaré :

- être dûment informée de l'apport devant être effectué par son époux avec des fonds communs,
- renoncer à devenir personnellement associée de la Société.

Lors de la fusion par voie d'absorption par la société de la société ARPÈGE SOLUTIONS, société à responsabilité limitée au capital de 37.000 euros dont le siège est 90 rue de la Croix de la Gaule - 53000 LAVAL, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LAVAL sous le numéro 439 781 584, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 147.787 euros dont 3.487 euros de prime de fusion.

Par acte du 16 mai 2006, Monsieur Jean-Paul NOURY a cédé une part sociale à Monsieur Jean MARIÉ et une part sociale à la société BILANS et CONSEILS.

Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 octobre 2006, le capital social a été augmenté de 32.760 euros par voie d'apport consenti par Messieurs Joël BOISGONTIER, Marc CHEMINEAU et Pierre RENAUDIN des biens décrits et évalués ci-après :

- Joël BOISGONTIER, à concurrence de 393 actions de la SA SOFIDEM
- Marc CHEMINEAU, à concurrence de 70 actions de la SA SOFIDEM
- Pierre RENAUDIN, à concurrence de 91 actions de la SA SOFIDEM

lesdits biens évalués à la somme de 198.210,12 euros. La différence entre la valeur de l'apport et l'augmentation du capital, soit 165.450,12 euros, constitue une prime d'apport qui sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan et sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale.

Par acte du 16 novembre 2006, Monsieur Pierre RENAUDIN a cédé une (1) part sociale à Monsieur Jean-Pierre PAYRAU.

Par acte du 5 mai 2009, Monsieur Jean-Paul NOURY a cédé une (1) part sociale à Monsieur Philippe NOURY.

Par acte notarié rédigé par Maître THOMASSE à LAVAL (53000) en date du 15 octobre 2009, Monsieur Jean-Paul NOURY a fait donation de l'intégralité de ses parts à Monsieur Philippe NOURY.

Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 août 2011, le capital social a été augmenté de 23.240 euros par voie d'apport de 393 actions de la S.A. SOFIDEM consenti par Monsieur Joseph BRUNEAU, évalué à 189.406 euros. La différence entre la valeur de l'apport et l'augmentation de capital, soit 166.166 euros, constitue une prime d'apport qui sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan et sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale.

Par acte sous seing privé en date du 30 décembre 2011, Monsieur Pierre RENAUDIN a cédé l'intégralité de ses parts à la Société FINANCIERE LAMARCK.

Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 19 février 2013, le capital social a été augmenté de 37.510 euros par voie d'apport de 1.761 actions de la Société FIDEAC consenti par la Société FICOMEX, évalué à 722.010 euros. La différence entre la valeur de l'apport et l'augmentation de capital, soit 684.500 euros, constitue une prime d'apport qui sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan et sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale.

En date du 18 avril 2013, Marc CHEMINEAU et Philippe NOURY ont fait apport à la Société FINANCIERE LAMARCK de 2.052 titres SOFIDEM & Associés, chacun.

Par acte sous seing privé en date du 6 mai 2013, la Société FINANCIERE LAMARCK a acquis 3 parts sociales appartenant à Monsieur Jean MARIE (1 part), Monsieur Jean-Pierre PAYRAU (1 part) et la Société BILANS ET CONSEILS (1 part).

Par acte sous seing privé en date du 20 septembre 2013, la Société DOMIPAT a acquis 434 parts sociales appartenant à la Société FICOMEX.

Par acte sous seing privé en date du 30 décembre 2013, Monsieur Joseph BRUNEAU a cédé 3.961 parts à la Société FINANCIERE LAMARCK.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme de DEUX CENT QUARANTE DEUX MILLE HUIT CENT DIX (242.810) euros.

Il est divisé en 24.281 parts sociales de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 24.281, réparties entre les associés en proportion de leurs droits, savoir :

- La Société FINANCIERE LAMARCK, propriétaire de 10.243 parts,
numérotées de 1 à 2.054, de 8.380 à 10.016, 11.655 à 14.930, de 17.255 à 20.530, ci 10.243 parts
 - Philippe NOURY, propriétaire de 6.324 parts,
numérotées de 2.055 à 8.378, ci 6.324 parts
 - Joël BOISGONTIER, propriétaire de 3.962 parts,
numérotées de 10.017 à 11.654 et 14.931 à 17.254, ci 3.962 parts
 - La Société FICOMEX, propriétaire de 3.317 parts,
numérotées de 20.531 à 23.847, ci 3.317 parts
 - La Société DOMIPAT, propriétaire de 434 parts,
numérotées de 23.848 à 24.281, ci 434 parts
 - Joseph BRUNEAU, propriétaire de 1 part,
numérotée de 8.379, ci 1 part
- Total égal au nombre de parts composant le capital social..... 24.281 parts

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes libérées intégralement.

La société, membre de l'Ordre, communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

La liste des associés sera également communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Article 9 - Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

Article 10 - Transmission des parts

10.1 Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle ne devient opposable à la société qu'après accomplissement des formalités de l'article 1690 du Code civil ou dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt. Pour être opposables aux tiers, les cessions de parts doivent faire l'objet d'un dépôt au Registre du commerce et des sociétés.

10.2 Les cessions de parts consenties par l'associé unique sont libres.

10.3 En cas de pluralité d'associés, le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit :

- d'un tiers

- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière de ces notifications, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession des parts, les associés sont tenus dans les trois mois de la notification du refus d'agrément effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital social du montant nominal desdites parts et de les racheter à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil. Si à l'expiration du délai susvisé, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession prévue.

Ces dispositions s'appliquent à tous les cas de cessions, y compris en cas d'apport en nature, de fusion ou de scission ou d'attribution en nature consécutive à la liquidation d'une société.

Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision. Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

Article 14 - Gérance

14.1 La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits à l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

14.2 Le premier gérant est désigné soit dans les statuts, soit par acte séparé.

Le changement ultérieur de gérant ou l'adjonction ultérieure d'un cogérant ne donnera pas lieu à modifications statutaires.

14.3 Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

14.4 Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

14.5 Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

14.6 Le gérant peut résilier ses fonctions moyennant un préavis de trois mois notifié à chaque associé par lettre recommandée avec AR.

Article 15 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Lorsque la société est unipersonnelle, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée, soit par consultation écrite ou peuvent résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte ; sauf lorsque la loi impose la tenue d'une assemblée, notamment la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Chaque associé a, au sein de l'assemblée générale, le droit de se faire représenter par un autre associé, son conjoint ou toute autre personne de son choix. Il ne peut toutefois se faire représenter par un autre associé si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint si la société ne comprend que les deux époux.

Article 17 - Année sociale

L'année sociale commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 septembre 2004.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 18 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Article 19 - Nomination du premier gérant

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée est Monsieur Jean-Paul NOURY, associé unique, qui accepte.

Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 20 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la

société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 21 - Option pour l'impôt sur les sociétés

L'associé unique déclare opter pour le régime de l'impôt sur les sociétés en vertu de l'article 206-3 e du Code Général des Impôts. Il notifiera cette option au nom et pour le compte de la société, conformément aux dispositions de l'article 22 de l'annexe IV du Code Général des Impôts et par lettre recommandée avec AR au centre des impôts dont relève la société.

Article 22 - Contestations

En cas de contestation entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société ou entre les associés eux-mêmes au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter la conciliation ou la médiation, selon leur choix, du Président du Conseil régional de l'ordre des experts-comptables ou du Président de la compagnie régionale des commissaires aux comptes.

Article 23 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Monsieur Jean-Paul NOURY est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et pour demander l'inscription de la société au tableau de l'Ordre des experts comptables et sur la liste des commissaires aux comptes.



1401430701

DATE DEPOT :	2014-02-12
NUMERO DE DEPOT :	2014R014294
N° GESTION :	2004B12836
N° SIREN :	453442659
DENOMINATION :	SOFIDEM & Associates
ADRESSE :	146 boulevard Haussmann 75008 Paris
DATE D'ACTE :	2013/12/30
TYPE D'ACTE :	ACTE SOUS SEING PRIVE
NATURE D'ACTE :	CESSION DE PARTS
	MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

04B12836

CESSION DE PARTS SOCIALES

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES LAVAL

Le 05/02/2014 Bordereau n°2014/214 Case n°23

Ext 491

Entre les soussignés :

Monsieur Joseph BRUNEAU

De nationalité française

Né le 29 mars 1954 à LAUNAY-VILLIERS (53)

Demeurant : 27 rue du Moulin à Blé - S3940 ST BERTHEVIN

Divorcé, non remarié

Enregistrement : 21 662 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt et un mille six cent soixante-deux euros

Montant reçu : vingt et un mille six cent soixante-deux euros

La Contrôleuse principale des impôts

Martine PROUTEAU

Contrôleuse principale des Finances Publiques

Le Cédant

De première part,

Greffé du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :

12 FEV. 2013

Sous le N° : 14294

Et

La Société FINANCIERE LAMARCK

Société à responsabilité limitée au capital de 708.200 euros

Ayant son siège social : Rue JB Lamarck - S3810 CHANGE

Immatriculée sous le numéro 538 735 564 au Registre du Commerce et des Sociétés de LAVAL

Représentée par son gérant, Monsieur Philippe NOURY, dûment habilité aux fins des présentes.

Le Cessionnaire

De seconde part,

IL A PREALABLEMENT ETE RAPPELE ET EXPOSE CE QUI SUIVIT :

La présente cession porte sur 16,31% des parts de la Société SOFIDEM & Associés, Société à responsabilité limitée au capital de 242 810 euros, dont le siège social est situé à PARIS (75008) – 146, boulevard Haussmann, et immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 453 442 659.

En effet, dans le cadre de son départ à la retraite, Monsieur BRUNEAU a décidé de céder 3.961 parts sur les 3.962 qu'il détient dans le capital de la Société SOFIDEM & Associés.

La Société FINANCIERE LAMARCK, représentée par son gérant, Monsieur Philippe NOURY, s'est portée acquéreur de ces titres.

Les principales caractéristiques de la Société SOFIDEM & Associés sont les suivantes :

Objet

Cette société a pour objet l'exercice des missions d'expert-comptable et commissaire aux comptes

Capital

Le capital social s'élève à 242.810 euros. Il est divisé en 24.281 parts de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, et réparties entre les associés comme suit :

- Philippe NOURY 6.324 parts
- La Société FINANCIERE LAMARCK 6.282 parts
- Joseph BRUNEAU 3.962 parts
- Joël BOISGONTIER 3.962 parts
- Société FICOMEX 3.317 parts
- Société DOMIPAT 434 parts

Gérance

Le Gérant de la Société SOFIDEM & Associés est Monsieur Philippe NOURY.

Commissaire aux comptes

La Société SOFIDEM & Associés n'est pas dotée d'aucun commissaire aux comptes.

Régime fiscal

La Société SOFIDEM & Associés est soumise au régime de l'impôt sur les sociétés.

Exercice social

La Société SOFIDEM & Associés clôture son exercice social le 30 septembre de chaque année.

La Société FINANCIERE LAMARCK dispense le Cédant de plus amples informations, connaissant parfaitement la Société SOFIDEM & Associés, objet des présentes, dans laquelle elle est d'ores et déjà associée.

CET EXPOSE TERMINE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Joseph Bruneau, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, la pleine propriété des 3.961 parts, numérotées 8.380 à 10.016 et 18.207 à 20.530, qu'il détient dans le capital de la Société SOFIDEM & Associés, dont les caractéristiques sont rappelées en tête des présentes au profit de la Société FINANCIERE LAMARCK, soussignée de seconde part, qui accepte,

Article 2 - AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément à l'article 10 des Statuts, le consentement de la collectivité des associés n'est pas requis dans le cadre de présente cession, la qualité d'associé étant déjà reconnue au Cessionnaire.

Article 3 - ORIGINE DE PROPRIETE

Le Cédant est propriétaire des 3.961 parts sociales cédées pour les avoir acquises lors des évènements suivants :

1. Acquisition de parts de la société Arpège Solutions	
-parts acquises le 24 juillet 2002, inscrites dans un PEA.....	30
-parts acquises le 30 août 2003	5
-parts acquises le 20 juillet 2004	7
Total	42

2. Fusion, en date du 4 avril 2006, des sociétés ARPEGE SOLUTIONS et JP AUDIT (dénommée SOFIDEM & Associés depuis le 4 mai 2009)
Ces 42 parts ARPEGE SOLUTIONS ont donné droit à 1.638 parts de la Société SOFIDEM & Associés,
..... Ci 1.638

JP

3. Acquisition des actions SOFIDEM

- Actions acquises le 27 avril 1990.....	253
- Achat de 817 parts de la société SOFI, le 3 janvier 1998 qui lors de la fusion avec SOFIDEM, le 13 juillet 2002, ont donné droit à 43 actions SOFIDEM ci	43
- Achat de 1.485 actions de la société ARPEGE AUDITEURS ASSOCIES, le 23 octobre 2002, et de 1.319 actions de cette même société, le 14 septembre 2003. Ces actions ont fait l'objet, lors de la réduction de capital du 22 mai 2004, d'une attribution d'actions de SOFIDEM au nombre de	21
- Achat de 48 actions JUNON, le 28 novembre 1997 A cette même date, 173 actions SOFIDEM ont été apporté à JUNON donnant droit à 5.455 actions JUNON, soit	- 173
Une fusion en date du 29 mars 2002 a établi l'échange des 5.503 actions JUNON contre 250 actions SOFIDEM, ci	250
Total des actions SOFIDEM acquises depuis avril 1990	394

4. Apport des actions SOFIDEM à la Société SOFIDEM & Associés

En date du 25 mai 2011, les 394 actions SOFIDEM, sus-mentionnées, ont été apportées à la Société SOFIDEM et ASSOCIES contre la remise de 2.324 parts de cette dernière.
.....Ci 2.324

Soit un total de 3.962 parts SOFIDEM & Associés détenues par Monsieur Joseph BRUNEAU, dont, à l'issue de la présente cession, une part restera sa propriété et les 3.961 parts restantes deviendront la propriété de la Société FINANCIERE LAMARCK.

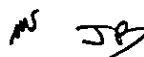
Article 4 - PROPRIETE – JOUISSANCE

Le Cessionnaire sera propriétaire des 3.961 parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées. En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

Article 5 - PRIX – MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de CENT QUATRE VINGT TROIS EUROS ET VINGT QUATRE CENTIMES (183,24€) la part, soit au total pour la somme de 725.813,64 € arrondie à SEPT CENT VINGT CINQ MILLE HUIT CENT QUATORZE euros (725.814 €) pour les TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE ET UNE (3.961) parts cédées, laquelle somme sera payée à terme par le Cessionnaire au Cédant, au plus tard le 23 janvier 2014.



Article 6 – DECLARATIONS GENERALES

1. Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture;
- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Le soussigné de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- que les parts cédées sont libres de tout gage ou nantissement conventionnel ou judiciaire ou de toute promesse de gage ou de nantissement ;
- que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires ;
- et qu'il dépend, pour sa déclaration de revenus, du Service des Impôts des Particuliers, sis à LAVAL (53) – 60, rue Mac Donald.

Article 7 – OPPOSABILITE

1. A la Société

Afin de rendre la cession opposable à la Société, les parties décident, d'un commun accord, de ne pas signifier l'acte par voie d'huissier, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil, mais de déposer un exemplaire des présentes au siège social de la Société contre remise d'une attestation de dépôt au Cessionnaire signée par la Gérante.

Un double de cette attestation sera remis au Cédant, lequel attestera du paiement effectif et complet du prix de cession de la part du Cessionnaire.

2. Aux tiers

Un original des présentes sera déposé au Greffe du Tribunal de commerce en annexe au Registre du commerce et des Sociétés de PARIS.

Article 8 - MISE À JOUR DES STATUTS - FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés à la gérance pour effectuer la mise à jour des statuts suite à la présente cession de parts sociales, ainsi que pour l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

Article 9 - ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts et qu'elle n'entraîne pas de dissolution de la Société,
- que la Société, dont les parts sont présentement cédées, n'est pas à prépondérance immobilière, et qu'elle est soumise à l'impôt sur les sociétés,

M J P

- que le nombre total de parts de la Société est de 24.281 parts sociales,
- que la présente cession de parts sociales donne ouverture à un droit d'enregistrement de 3% et à un abattement de 23.000 euros proportionnel au pourcentage de titres cédés par rapport au nombre de titres formant le capital social.

Article 10 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Lu et approuvé par les parties soussignées qui affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Article 11 - FRAIS

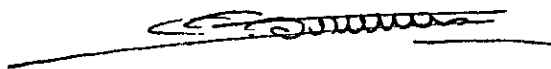
Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige, exception faite des frais afférents aux modifications statutaires qui seront à la charge de la Société SOFIDEM & Associés.

Article 12 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, domicile est élu par chacune des parties en sa demeure ou siège social, ainsi qu'il est indiqué en tête des présentes.

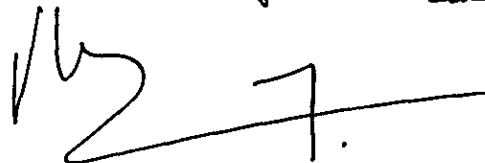
Fait à CHANGE,
Le 30 décembre 2013
En 6 exemplaires originaux

*Bon pour cession de (3961) trois mille neuf cent
soixante et une parts sociales*



Monsieur Joseph Bruneau¹

*Bon pour acquisition de trois mille neuf cent soixante et
une (3961) parts sociales.*



La Société FINANCIERE LAMARCK²
Représentée par Monsieur Philippe NOURY

¹ Faire précéder la signature de la mention manuscrite :

« Bon pour cession de Trois mille neuf cent soixante et une (3.961) parts sociales en pleine propriété »

² Faire précéder la signature de la mention manuscrite : « Bon pour acquisition de Trois mille neuf cent soixante et une (3.961) parts sociales »